

28 juillet 2021 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À PAPEETE, TAHITI

Merci beaucoup. Merci infiniment.

Merci, cher président. Monsieur le ministre des Outre-mer, monsieur le Haut-commissaire de la République en Polynésie française, messieurs les ministres.

Monsieur le président de la Polynésie française, cher Édouard. Monsieur le président de l'Assemblée de la Polynésie française, cher Gaston.

Mesdames, messieurs les députés, monsieur le sénateur, monsieur le député européen, monsieur le vice-président du gouvernement de la Polynésie française.

Mesdames et Messieurs les membres du gouvernement de la Polynésie française. Monsieur le maire de la commune de Papeete, Monsieur le commandant supérieur des Forces armées en Polynésie française.

Mesdames et messieurs les représentants de l'Assemblée de la Polynésie française. Monsieur le conseiller économique, social et environnemental représentant la Polynésie française, Monsieur le président du Conseil économique, social, environnemental et culturel de Polynésie française, Mesdames et Messieurs les chefs de Cour et de juridiction,

Mesdames et Messieurs les membres du corps préfectoral, Mesdames et Messieurs les maires, chers Tavana, maires délégués et adjoints, adjoints au maire et conseillers municipaux, Mesdames et Messieurs les chefs de service du pays et de l'État, Monsieur le président de la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Services et des métiers, Messieurs les représentants des cultes, Mesdames et Messieurs, chers amis.

Tatou paa to'a ia ora na (Bonjour à tous).

Mauruuru no teie arui (Merci pour votre présence).

Mauruuru no ta utou fa'ari'i ra'a. (Merci pour votre accueil).

Président, vous avez tout dit, et avant de quitter le Fenua, je tenais à vous parler directement, mais j'ai vécu tellement de choses à vos côtés que je ne pourrais le récapituler dans un discours. Et vous avez très bien dit, président, à l'instant, beaucoup de ce que je pense, je crois, et ce sur quoi nous devons nous engager ensemble.

Mais permettez-moi, avant de commencer mon propos d'adresser à travers vous un message à tous nos compatriotes des Outre-mer, parce que c'est en effet, à travers ces 3 jours passés à vos côtés en Polynésie française, mon premier déplacement depuis notre pandémie, hors nos territoires ultramarins. Et je veux ici remercier notre ministre des Outre-mer, ô combien engagé depuis le début de la crise. Nos territoires ultramarins ont été profondément touchés par cette crise. La situation est encore fragile aux Antilles, en Guyane, à la Réunion, où le variant Delta a dû nous conduire à relever encore les mesures barrières. En Nouvelle-Calédonie et à Wallis-et-Futuna, les mesures de quarantaine s'imposent encore. Et au moment où je vous parle, je vais y revenir, la situation est encore très dure sur le plan sanitaire. Donc je veux avoir un message d'amitié et de soutien à l'égard de tous nos territoires ultramarins en ce moment, à vos côtés et en particulier à l'ensemble de nos territoires du Pacifique. Aux Calédoniens dont j'ai rencontré des élus, je veux dire ma grande confiance en l'avenir, en leur capacité à poursuivre le dialogue commencé il y a maintenant plus de 30 ans. Vous avez dit des mots forts sur la manière de vivre sa culture, son histoire et l'adhésion à la République.

Les Calédoniens auront à faire un choix le 12 décembre prochain. L'indépendance ou le maintien dans la France. J'ai demandé au gouvernement de se mobiliser pour éclairer ce choix ; un document sur les conséquences du oui ou du non a été présenté, discuté pour la première fois et rendu public. Chacun se décidera en conscience. Mais comme je l'avais dit à Nouméa, la France serait moins belle sans la Nouvelle-Calédonie. Il faudra construire quoi qu'il arrive, d'ici juin 2023, les institutions durables d'un destin qui devra rester commun. Wallisiens et Futuniens, dont je recevrai tout à l'heure les représentants ainsi que l'évêque, je

veux vous adresser un message particulier : le 29 juillet, dans deux jours, nous fêterons le 60ème anniversaire du statut de 1961, qui a fait du protectorat, qu'était resté Wallis-et-Futuna, un territoire d'outre-mer. À cette occasion, je m'adresserai directement à vous, et sans attendre, je veux vous dire que vous pouvez compter sur mon engagement énergique, fidèle et entier.

Me voilà donc parmi vous, depuis samedi dernier, à vos côtés, je veux vous dire avec beaucoup de cœur et d'émotion que je n'oublierai jamais chacun des instants que j'ai vécu à vos côtés, jamais. Je voulais d'abord être parmi vous. Alors, vous savez, on avait pu me dissuader, on m'avait dit ce n'est pas le moment. Le variant Delta avant Epsilon et tous ceux qui le suivront malheureusement, parce que la pandémie continuera d'être là, est important en Hexagone, il arrive sur le territoire polynésien depuis plusieurs semaines. Un déplacement n'est pas bon. Il y a toujours mille raisons pour ne pas venir et je sais que, président, vous m'avez attendu. Ça fait plusieurs fois que je devais venir et cette pandémie a déjoué tous les plans. Mais je voulais être là tout particulièrement dans ce contexte, pour vous dire que c'est la nation tout entière qui est à vos côtés dans cette crise depuis le début et qu'elle continuera de l'être. Cette solidarité, c'est notre devoir, notre vocation. Nous ne vous avons jamais laissé seuls et nous ne vous laisserons jamais seuls, jamais. Alors, dès le début, vous l'avez dit président, la République a été à vos côtés en apportant des tests, la réserve sanitaire, les vaccins et je veux ici remercier le ministre à vos côtés, la Direction de la santé, le Centre hospitalier aux côtés duquel je me suis rendu dès les premières minutes de ce voyage, l'ensemble des soignants de Polynésie française qui, depuis le début, se battent au service de la population, avec aussi les associations, les bénévoles, les volontaires pour protéger et soigner. Merci à vous.

Alors, la République a été là, je le disais en apportant des soutiens, en permettant de porter les urgences de 18 à 43 lits, au pire du pic entre le mois d'août 2020 et janvier 21. Elle continuera de l'être parce qu'il faut bien se le dire aujourd'hui, le variant Delta progresse et la situation est critique. Vous aurez sans doute à prendre des décisions, nous aurons à prendre des décisions, monsieur le président, qu'avec le Haut-Commissaire que je remercie tout particulièrement pour son engagement depuis le début de cette crise. Également, vous aurez à prendre à nouveau des décisions difficiles, mais je veux insister ce soir comme je l'ai fait dès les premières minutes sur un engagement collectif : le vaccin.

La République a apporté 230 000 doses en Polynésie française, 110 000 doses sont encore non consommées et certaines d'entre elles seront périmées en septembre et donc je vous le dis avec beaucoup de force et d'engagement, je respecte les convictions de chacune et de chacun. Elles sont parfois philosophiques, elles peuvent être culturelles. J'ai même compris que, au nom de la religion, certains convoiaient le doute. Mais je vous le dis, avec beaucoup de force : nous sommes la nation de Pasteur. Nous sommes la nation des Lumières face à un virus. Quand tous les spécialistes du monde entier vous disent que le seul moyen de s'en sortir est le vaccin, quand plus de 3 milliards d'habitants de la planète ont été vaccinés, je vous le dis avec force : le seul moyen de nous en sortir, de protéger les plus anciens, les plus vulnérables, de pouvoir aussi rouvrir la Polynésie pleinement. C'est le vaccin. Vaccinez-vous !

Vaccinez-vous pour vous, vaccinez-vous pour vos parents, vaccinez-vous pour la Polynésie et la France. Alors il y a la bataille sanitaire. On va continuer de la mener ensemble. Mais il y a la bataille économique et sociale. Et là aussi, depuis le premier jour, je vais être clair. Je sais les sensibilités qui existent, mais je veux ici dire ce que c'est qu'être Français. C'est avoir la solidarité de la France, même quand on ne contribue pas. Beaucoup d'acteurs économiques ici ne contribuent pas. C'est une spécificité. Mais le choix que nous avons fait, c'est de les aider malgré tout. Il faut être clair. Et nous l'avons fait en conscience parce c'est un engagement économique, social. C'est préserver la vitalité de la Polynésie, c'est préserver l'emploi, la solidarité et au-delà des engagements récurrents de la République, chaque année, en Polynésie française - plus d'un milliard et demi d'euros, et bien, depuis le début de la crise, ce sont plus de 600 millions d'euros qui ont été investis en prêts garantis par l'Etat et surtout en Fonds de solidarité ; poussé par le ministre, 180 millions d'euros de Fonds de solidarité pour les entreprises, pour les petits entrepreneurs, pour l'activité économique. 180 millions d'euros et au total 600 millions d'euros sans lesquels beaucoup d'acteurs économiques seraient tombés. Je l'assume pleinement. De la même manière, nous avons soutenu le pays par un prêt garanti par l'Etat de 240 millions d'euros. Nous vous avons accompagné pour vos propres programmes : DiESE, les innovations que vous avez conduites, président, à juste titre. Et je vais être très clair ce soir car vous m'avez interpellé un instant. Je vais donc répondre de la manière la plus directe.

Nous avons vu le monde économique hier soir avec plein de projets, des volontés d'avancer. Je prends donc ce soir engagement à nouveau de vous accompagner en octroyant ce prêt de 300 millions d'euros pour vous permettre d'investir. L'Agence française de développement pourra valider ce prêt et vous accompagner et tout particulièrement dans le cadre de cette enveloppe, accompagner Air Tahiti Nui, fierté polynésienne. Et je dois dire, j'ai énormément de respect et d'admiration pour ce modèle que vous avez développé, qui permet de projeter et d'attirer les entrepreneurs, les touristes du monde entier, en particulier de l'Asie ou de la côte ouest américaine en Polynésie française. Cette entreprise, qui est au cœur du projet, de votre projet, nous devons l'accompagner, nous l'accompagnerons par vous et à travers ce prêt. Nous l'accompagnerons aussi par des mesures financières avec le CIRI, nécessaires à sa pérennité. Vous l'avez compris, mon premier message en étant là, à vos côtés en ce moment, c'est de dire nous sommes là dans la crise, nous sommes là quand ça va mal, quand la santé va mal, quand l'économie va mal, car c'est une nécessité.

mal, quand la santé va mal, quand l'économie va mal, car c'est une nécessité.

Le deuxième message que je voulais vous passer, c'est qu'au-delà de la crise, je considère qu'il y a un pacte unique, intime, sensible, entre la République et la Polynésie française. Ce pacte, il est le fruit de notre histoire et je l'ai senti à chaque minute de cette visite auprès de vous. Ce pacte est le fruit d'une histoire unique, la France au cœur du Pacifique. Et cette histoire unique, elle est le croisement d'une culture profonde, d'une identité, d'une civilisation, du fait qu'ici, un peuple avec sa culture, un peuple premier s'est déployé et que la République est venue. Oui, il y a eu des heures sombres, des morsures de l'histoire. Mais ici aussi, cher président, comme on dit parfois, il y a un « En même temps ». Vous êtes en même temps profondément polynésiens et profondément patriotes, profondément polynésiens et profondément Républicains. Je n'oublierai jamais ces Marseillaises, celle que nous avons vécu ce soir. Mais la Marseillaise, les Marseillaises entendues hier ensemble à Manihi, celle entonnée par les enfants, lorsque nous quittions le rivage, spontanément. Les Marseillaises marquisiennes, cher Joël. Et cet « en même temps » dont je parle, c'est cet alliage unique ou dans la même cérémonie, avec la même émotion et la même intensité, nos enfants, nos femmes et nos hommes ont entonné La Marseillaise, puis le haka, la Marseillaise, puis les chants et les danses venant du fond des âges. C'est une chance inouïe pour nous. C'est une force de la France. Et je le dis parce que ce pacte intime, sensible, il a été forgé par un engagement, je le disais il y a deux jours, à la République : « La Polynésie n'a jamais manqué, jamais ».

Cher président, vous l'avez rappelé, mais je n'oublie rien. Ce soir, en étant au milieu de vous, je n'oublie pas 1914. L'engagement des Polynésiens, comme partout en France, qui alors ont gagné la métropole et ont versé leur sang dans les tranchées de l'Aisne, de la Champagne, de l'Oise, pour certains sur le front d'Orient, alors même que Papeete subissait les bombardements dès le début de la guerre. Engagement viscéral aux heures sombres. Je n'oublie rien de ces familles endeuillées dont les enfants sont allés défendre la liberté et la patrie il y a plus d'un siècle, très loin de leurs propres rivages, dans des tranchées, sous des ciels qu'ils n'avaient jamais vus avant. Je n'oublie rien de l'engagement du bataillon du Pacifique. Rien. Nous étions ensemble dimanche, dans une cérémonie bouleversante, partis il y a plus de 80 ans de Papeete, le bataillon du Pacifique allait inscrire avec panache son nom dans l'épopée des Forces françaises libres. Vous avez choisi tant de familles ici. Le camp de la liberté et du courage. Vous avez choisi comme une évidence le ralliement à la France libre et j'ai voulu le rappeler dès le début de ma présence parmi vous. Tous les compagnons qui sont partis, dont certains sont morts et d'autres sont revenus. C'est une fierté polynésienne. C'est une fierté française. Merci. Vous avez rappelé combien ce lieu était marqué par ce bataillon. Il est aujourd'hui en garnison ici parmi vous. Dimanche, devant le monument aux morts de Papeete. J'ai pu, avec vous, me recueillir, rappeler ces souvenirs glorieux sous les accents du chant des Tamaris volontaires et les fortes paroles de ceux qui firent le choix de la France libre. Mais je n'oublie pas, en convoquant ce passé glorieux, ce passé plus récent, tous nos combattants en OPEX et leurs familles, et leurs familles. J'étais avec elles dimanche aussi. Je suis malheureusement avec elles parce qu'il y a chaque année des familles polynésiennes à la cérémonie que nous faisons à l'hôtel de Brienne quand il faut célébrer ou nos blessés, ou nos défunts.

J'ai toujours la même émotion et la même fierté parce que ces familles ne se plaignent jamais. Quand on est Président, regarder dans les yeux une mère ou un père qui ont donné leur fils, c'est parmi les choses qui sont les plus cruelles. Les mères et les pères polynésiens me disent à chaque fois merci parce qu'ils sont fiers de l'engagement de leur fils. Madame AMARU était avec nous, il y a un instant, comme Tavana. Je célébrais la mémoire de son fils tombé à Verbanja, il y a de nombreuses années. Et je sais qu'il y a dans la salle plusieurs mères, plusieurs pères, plusieurs sœurs, plusieurs frères, de défunts ou de blessés. Merci. Et je sais ce que la Polynésie française, chaque année, donne à nos forces armées plus de 500 engagés chaque année. Merci à vous. Alors oui, cet engagement au cœur, à la France. Vous le portez, je veux vous dire ce soir, dans le même temps que j'en suis fier et qu'en étant fier de ce patriotisme, de cet engagement polynésien au service de la liberté et de la France, je suis fier de la culture polynésienne au cœur de la France, profondément fier.

Dans la vallée de Taaoa, aux Marquises, aux Tuamotu, dans la baie d'Opunohu, à Moorea, ici à Tahiti, au fil des récifs, des motu, des forêts, j'ai été saisi du vertige de la beauté, de cette culture et de cette nature car la force polynésienne, c'est la conjugaison de ces deux puissances immémorielles, de ce qui, au fond, nous a fait ici, vous a fait. Cette histoire ancienne, forgée par un peuple marin et guerrier qui a lentement peuplé les îles du Pacifique, de ce grand triangle polynésien poussant l'exploration jusqu'aux confins du Pacifique jusqu'à l'île de Pâques à l'Est, Hawaï au Nord, la Nouvelle-Zélande au Sud-Ouest. Je suis fier que cette culture ancestrale ait son épice ici en Polynésie française. Je n'oublierai jamais, jamais les Marquises, Manihi, Hiva Oa. Je n'oublierai jamais ces chants, ces danses, l'ori'i, son art du trait, le Matatiki, ces paysages. C'est un trésor. Alors, je sais que pendant des décennies, la France et d'autres, ont parfois empêché, voulu cacher, demandé d'arrêter les tatouages, les chants. Je sais qu'on a même parfois, les uns ou les autres, poussé jusqu'à l'absurde de demander de rester assis au lieu de danser. Je veux simplement vous dire que ce temps est fini et vous dire qu'en tant que président de la République française, je suis fier. Je suis fier de ce peuple marin et guerrier. Je suis fier qu'il ait choisi de s'inscrire dans la France, mais de garder, de préserver, de résister pour protéger cette culture, ces arts, cette tradition, de les faire revivre, de les transmettre et que je ferai tout ce que je peux pour que nous continuions à les transmettre aux plus jeunes et aux générations qui viendront et viendront. C'est pourquoi je me suis engagé à vos côtés, pour que nous puissions classer au patrimoine mondial de l'Unesco ce

trésor marquisien. Mais c'est pourquoi aussi je veux vous accompagner président pour nos artistes, pour la langue, pour la culture jusqu'au bout. J'assume tout, tout. Alors, ce pacte intime singulier fait de patriotisme, de cette culture et de ces paysages, aujourd'hui, nous le traduisons aussi par un engagement de la République aux côtés des Polynésiennes et des Polynésiens au-delà de la crise.

Vous avez parlé des sujets juridiques, statutaires, constitutionnels, président, mais moi, je veux ici dire que ce dont je me félicite, ce que nous menons ensemble, c'est un engagement profond qui est au service de ce pacte permet de vivre mieux ici et aujourd'hui. Et je considère que notre responsabilité est ici sur le sol polynésien votre responsabilité comme président et la responsabilité de la République à travers le haut-commissaire est un travail au quotidien pour permettre de vivre mieux, pour permettre aux familles d'assurer un avenir aux enfants, une vie digne, la santé, l'éducation, l'emploi. Et je veux vous remercier très profondément de vous battre pour cela avec pragmatisme. Et je veux vous remercier d'avoir en quelque sorte décidé, plutôt que de soulever tant de débats que nous connaissons et qui sont parfois des prétextes pour ne pas agir au service de nos compatriotes, mais de vous être engagés avec l'ensemble de vos ministres, de vos services et je veux remercier le haut-commissaire et l'ensemble des services de l'État ici présents pour les unes et les autres, œuvrer au service de nos compatriotes. Merci.

Alors œuvrer au service concrètement, c'est répondre à des demandes, prendre des engagements et je veux ici vous apporter quelques réponses concrètes. D'abord, la santé. Beaucoup de choses ont été faites depuis des années et des années grâce à beaucoup d'entre vous, mais nous pouvons faire plus. Alors, je vous ai entendus. Je le disais à l'hôpital il y a deux jours, oui, nous devons faire davantage face aux nouveaux cancers, réussir à développer des compétences en oncologie pour les conditions d'un diagnostic précoce de traitement adéquat, créer un accès aux meilleures thérapies, qu'il s'agisse d'ailleurs de chirurgie ou de traitements à domicile. C'est pourquoi, je veux ce soir prendre un engagement vis-à-vis de vous, c'est permettre de développer de la recherche, des essais cliniques mais aussi des traitements.

Ici, en Polynésie française et c'est pourquoi j'ai souhaité que le gouvernement de la Polynésie française puisse s'appuyer sur les meilleurs spécialistes réunis autour de l'INCa. Je vais vous dire, président, une mission va venir dans les prochaines semaines. Eh oui, nous allons bâtir un partenariat nouveau en matière d'oncologie qui permettra avec le Centre hospitalier de Bordeaux, Unicancer, l'INCa, de développer un pôle de cancérologie sur les cancers nouveaux. Pas forcément un lieu unique d'ailleurs, mais qui permettra avec de l'hospitalisation à domicile, peut-être des multisites, mais de répondre aux besoins de la population, et de pouvoir mieux prévenir et mieux diagnostiquer et mieux traiter les cancers. Je m'y engage. La santé, c'est aussi l'accès aux soins. J'ai demandé au ministère de l'Intérieur et au ministère des Armées de pérenniser le dispositif d'évacuation sanitaire par Dauphin grâce à un nouveau protocole financier qui permettra d'assurer et garantir un meilleur service aux Polynésiens.

S'occuper de la population au quotidien, c'est aussi être attentif à la condition des femmes de Polynésie. Je veux ici aborder un sujet grave auquel le Gouvernement s'est attaqué avec volonté depuis 2017. Celui des violences faites aux femmes. Chaque année, près de 1 500 femmes sont victimes de violences sexuelles ou sexistes en Polynésie. C'est une terrible réalité. L'Etat et le Pays travaillent ensemble pour mieux prévenir ce phénomène et accompagner les victimes. Un projet porté par la présidente du Conseil des femmes me tient particulièrement à cœur. Il s'agit de l'extension du centre Pû o te hau qui permettra d'accueillir, d'héberger, d'accompagner des femmes de toutes générations en grande détresse. Alors, je vous annonce ce soir que très clairement, ce projet si important pour votre collectivité recevra le soutien de l'Etat à hauteur de près de 700 000 euros. Et je veux dire aux jeunes filles, aux jeunes femmes, il n'y a aucune culture, il n'y a aucune religion, il n'y a rien, rien qui justifie de subir des violences, rien. Alors n'acceptez rien et parlez. Dites-le, et parlez. Vous êtes des victimes, les victimes doivent parler, elles ne doivent pas avoir honte. Je veux également, quand on parle de sécurité et du concret des vies, que l'on améliore encore l'accueil des femmes victimes dans les postes de police et les brigades de gendarmerie. Quatre postes supplémentaires d'intervenants sociaux financés à 100 % par l'Etat seront créés dans les prochains mois.

Et puis, il y a la sécurité, je veux remercier l'ensemble des services de l'Etat ici présents, nos forces de police, nos gendarmeries, nos magistrats qui font un travail remarquable au quotidien, merci. Mais vous m'avez vous-même dit dès les premières minutes et je l'ai constaté dans les chiffres, la consommation d'Ice progresse dans la société. Et cette drogue qui fascine autant qu'elle détruit la jeunesse doit être combattue avec force. C'est en ce sens que le plan de lutte contre l'Ice signé en 2021 entre l'Etat et le pays doit produire rapidement tous ses effets. Et pour y parvenir, une antenne de l'OFAST a été installée à Papeete et nous continuerons de renforcer les moyens. Comptez sur moi ! La République au service de la population, c'est aussi l'insertion des jeunes. Alors, il y a des initiatives remarquables, on l'a vu tout à l'heure à Moorea avec des associations, du microcrédit, des créations d'emplois, d'insertion locale. Mais il y a aussi l'engagement de l'armée. Et je veux ici saluer nos armées qui en Polynésie française comme partout en outre-mer, sont une matrice d'intégration unique, unique, et nous pouvons être fiers.

À travers le RSMA, notre fameux service militaire adapté dont nous fêtons 60 ans cette année et une présence en Polynésie depuis un peu plus de 30 ans, le RSMA fait un travail unique, formidable. Nous l'avons vu ensemble

il y a deux jours aux Marquises. C'est un outil d'insertion sociale qui offre à des jeunes polynésiens et polynésiennes un nouvel horizon, des moyens de construire un nouveau départ. Je veux ici remercier l'ensemble de nos officiers, de nos sous-officiers de nos soldats pour cet engagement et l'ensemble de nos jeunes qui sont passés et sont aujourd'hui au RSMA. Bravo à vous ! Je dois dire qu'en plus de ça, illustration de ce que je disais tout à l'heure, le RSMA polynésien a une caractéristique, c'est qu'une extraordinaire majorité des jeunes qui y sont, lorsque vous leur demandez : « Qu'est-ce que tu veux faire ? » Ils vous disent : « M'engager ». Et chaque fois, ils connaissent déjà leur unité, le régiment qu'ils vont rejoindre. Je ne vais pas faire de jaloux. Donc, je ne citerai pas ici, mais je peux vous dire qu'ils ont une idée très précise. Ça m'a rendu si fier. Alors, amiral, mon colonel, je veux qu'on fasse plus encore, plus encore. Je souhaite que le SMA puisse déployer une nouvelle compagnie au Tuamotu-Gambier, sur l'île de Hao, parce que nous devons à cet archipel un engagement particulier. Nos armées le savent, le veulent. Parce que nous savons aussi que nous devons, là aussi, rendre beaucoup de ces lieux plus propres. Et donc cet engagement supplémentaire du RSMA, il s'accompagnera aussi par un engagement. Les moyens seront décidés, amiral, rassurez-vous. Mais dès septembre, sur la base d'un recensement que j'ai demandé au commissaire d'organiser, auprès de l'ensemble des Tavana, les armées engageront notamment à Mangareva, à Tureia le retrait des matériaux abandonnés par les armées depuis trop longtemps.

Alors, s'agissant de nos militaires, de nos fonctionnaires, dont je salue le travail, je vous ai entendu, président. Je sais qu'il y a des sujets : l'indemnité d'installation des militaires ultramarins, l'indemnité territoriale de retraite, les centres d'intérêts matériels et moraux qui inquiètent. Je sais aussi qu'il y a des injustices qui se sont installées, c'est vrai, en particulier quand on compare avec d'autres territoires. C'est pourquoi j'ai chargé le ministre des Outre-mer, prenant la balle au bond de votre proposition, de très concrètement, dans les prochaines semaines, faire avancer ces dossiers pour proposer en lien avec vous, grâce à cette commission paritaire, des solutions concrètes pour y répondre. La République à vos côtés, c'est aussi l'économie, les créations d'emplois, la création d'emplois nouvelles. Nous avons vu hier l'ensemble des acteurs économiques. Ils m'ont parlé de leurs ambitions et je ne veux pas non plus être trop long. Mais nous avons encore vu des acteurs extraordinaires dans le domaine de la pêche, comme du tourisme. Je crois très profondément à l'économie polynésienne et à sa force. À cause de la crise financière de 2008-2010, à cause aussi de la situation politique, la croissance qui était installée, les chiffres qui étaient installés sont compliqués. Je salue votre engagement et la restauration des forces économiques depuis que vous êtes au responsabilité, président, par un engagement, un investissement.

Mais en matière économique, je vais ici vous dire que je crois très profondément aux stratégies que le pays, les acteurs économiques ont mis en place. La filière de la pêche, dont j'ai vu ce matin l'importance, la force, l'ambition. La pêche, son développement, son exemplarité, car la pêche polynésienne l'est, pêche de lignes sélectives, la construction en amont, l'export, la vente, la valorisation en aval. Cette filière, nous avons assumé de la défendre, de l'accompagner, il y a un peu plus de deux ans, par de nouvelles défiscalisations. Je veux vous dire ici très clairement, le bilan est bon. Nous avons créé des emplois, cette défiscalisation sera donc confirmée et confortée. Je sais aussi l'importance du domaine de la perle. Vous me l'avez fait découvrir hier. Et je salue l'ensemble de ces acteurs du tourisme. Et je sais, que nous pouvons, ensemble, développer ici un tourisme durable, plus qualitatif encore, avec de nouveaux investissements. Et à cet égard, nous accompagnerons les choix que vous avez fait : un tourisme fondé sur la qualité, enraciné dans le territoire, arrimé à l'agriculture locale, à l'artisanat, à la culture locale. Nous pouvons faire plus. Nous allons faire plus ensemble. Là aussi à travers les mécanismes fiscaux mis en place et des investissements nouveaux en lien avec le pays. J'y crois comme vous. Et à cet égard, pour les acteurs du maritime et de la croisière, j'ai entendu les demandes qui sont faites, et j'ai demandé aussi au ministre des Outre-mer de pouvoir instruire les nouvelles demandes pour que nous soyons pleinement compétitifs et que nous puissions rayonner et bâtir cette filière.

Je ne veux pas être ici trop long : la pêche, la perle, le tourisme, l'agriculture, par un plan, cher vice-président, que vous m'avez soumis ce matin, que nous allons accompagner avec l'Europe et qui sera au cœur de la présidence française de l'Union européenne. Le numérique, avec les acteurs de la French Tech que je salue. J'ai dans ma délégation plusieurs acteurs du numérique, de l'éducation en ligne, de l'open source qui sont là, qui veulent faire plus avec vous et ils le feront, car c'est un territoire d'avenir pour le numérique. Vous l'avez compris parce que notre force, c'est ce pacte singulier, séculaire, entre la République, le patriotisme et cette culture ancestrale, la République est là, à vos côtés, de manière concrète pour améliorer les vies. Alors, au-delà de cela, de ces annonces, troisième grand message que je voulais vous faire en toute sincérité, c'est que j'ai aussi entendu des doutes ; j'ai vu parfois des manifestants parfaitement pacifiques, respectueux ; j'ai vu des associations qui se sont rendues avec vous à Paris, il y a quelques semaines ; j'ai entendu. Le plus beau trésor que nous ayons, c'est la confiance. Et je sens qu'il y a une ombre portée à cette confiance. Il y a une ombre. Et même si beaucoup d'ailleurs n'en parlent pas, car votre tempérament n'est pas de hâler, de manquer de respect, d'aborder les choses, donc je sais que vous ne me direz pas les choses spontanément, et je pourrais au fond tirer ma révérence sur vos applaudissements et ces bonnes annonces, je ne ferai pas pleinement mon travail et je ne serais pas sincère avec vous si je ne parlais pas de cette part d'ombre, de ce doute qui s'est installé. Il y a un doute avec la République, avec la France. Ce doute, il est lié au nucléaire. Je sais toutes les attentes qu'il y a sur ce sujet. J'ai conclu une partie des travaux de la table ronde qui s'est tenue à ma demande. et une fois encore. Je veux remercier le ministre de la santé. le ministre des Outre-mer et la

à ma demande, et une fois encore, je veux remercier le ministre de la Santé, le ministre des Outre-mer, le ministre déléguée aux Armées parce que pour la première fois, on a mis autour de la table des gens qui ne voyaient jamais les associations : la direction des affaires militaires du CEA, nos armées et les scientifiques, et je les en remercie.

Mais devant vous, ce soir, je veux là aussi, assumer, tout assumer ; assumer sans facilités, assumer avec vérité et responsabilité. J'assume pleinement que la France soit une puissance dotée. Je pense que les choix faits à l'époque par le général de Gaulle, de doter la France de la puissance nucléaire et de la dissuasion étaient des choix forts, utiles à la nation et qui nous servent aujourd'hui. Je vous le dis en conscience en tant que président de la République. Et je pense que c'est aussi utile pour la Polynésie française. Je pense que ce choix était important, visionnaire, courageux. Pour se doter, il fallait faire des essais. Et c'est vrai que ces essais ont été faits sur le sol algérien, à l'époque, puis en Polynésie française. Et je vais vous dire très franchement les choses. Je pense que c'est tout à fait vrai, on n'aurait pas fait ces mêmes essais dans la Creuse ou en Bretagne. On l'a fait ici parce que c'était plus loin ; on l'a fait ici parce qu'on se disait : c'est perdu au milieu du Pacifique, ça n'aura pas les mêmes conséquences. C'est vrai. C'est vrai. Est-ce que j'aurais fait autrement si j'avais été à la place de ceux qui ont alors décidé ? Je suis incapable de vous le dire, incapable. Mais c'est ce qui s'est passé. Et donc, aussi vrai que je vous dis que je pense qu'il est bon pour la France et pour nous que nous soyons dotés de l'arme nucléaire, dans le concert des nations face à des puissances dangereuses, je veux ici vous dire que la Nation a une dette à l'égard de la Polynésie française. Cette dette est le fait d'avoir en effet abrité ces essais, et en particulier les essais nucléaires entre 66 et 74, dont on ne peut absolument pas dire qu'ils étaient propres, non.

Mais je veux vous dire aussi clairement que nos scientifiques et nos militaires qui les ont faits alors ne vous ont pas menti. Et je ne veux pas que cette relation de confiance, en particulier avec nos armées, nos scientifiques, puisse être, elle, l'objet de quelques doutes ou quelques voiles, parce que nos militaires ont pris alors les mêmes risques, se sont baignés dans les mêmes eaux avec la même conviction qu'il n'y avait pas de risque et pas de danger ; il n'y a pas eu de mensonge. Il y a eu des risques qui ont été pris, pas parfaitement mesurés parce qu'on ne les connaissait pas parfaitement, c'est vrai. Ils ont été pris par tous, y compris par les militaires qui étaient à ce moment-là aussi présents. Alors, une fois que je vous ai dit que j'assume, que je reconnais cette dette, je veux ici vous dire que je veux que nous nous inscrivions ensemble sur un chemin, trop longtemps, et si, au-delà de cette dette, il y a des reproches légitimes, c'est que trop longtemps, l'État a préféré garder le silence sur ce passé, ces 30 années d'explosions successives. Ce que je veux briser aujourd'hui, c'est ce silence, pour faire entendre justement toute la vérité, pour qu'elle soit partagée, pour que tout le monde puisse savoir exactement ce qui a été fait, ce qui était su alors, et ce qui est su aujourd'hui, tout, tout. J'assume et je veux la vérité et la transparence avec vous.

C'est pourquoi, s'agissant des archives, le principe est et sera la communication. Les archives seront ouvertes sauf lorsqu'elles peuvent fournir des informations qu'on appelle proliférantes, c'est-à-dire qui mettraient notre dissuasion en risque ; pour le reste, elles seront ouvertes. C'est pourquoi j'ai décidé que, de manière pérenne, un chargé de mission placé directement auprès du Premier ministre assurerait ce contact entre l'État et la collectivité de Polynésie. C'est aussi pourquoi je veux que nous indemnisions mieux. J'ai entendu le faible nombre de dossiers qui étaient instruits par le CIVEN. Je regarde les chiffres avec vous. Lorsque j'ai été élu, 11 dossiers, 11, avaient abouti, 11. Pas il y a 10 ans, 15 ans, en 2017, 11 dossiers avaient abouti. Depuis, 186 dossiers ont été finalisés sur les 416 déposés. C'est un progrès conséquent. Mais il est insuffisant. Pourquoi il est insuffisant ? Parce que beaucoup ne déposent pas les dossiers. C'est le premier point. C'est pourquoi j'ai souhaité, et je vous le dis ici très clairement, que les services de l'État puissent aller directement au contact de ceux qui sont les plus éloignés dans les archipels pour constituer avec eux leurs dossiers, identifier les victimes et les aider à faire valoir ce qui leur revient. Le Haut-commissaire, que je veux remercier pour son engagement est le premier qui a été auprès des populations sur certains territoires pour expliquer ce qui s'était passé et commencer ce travail. Merci Monsieur le commissaire.

Dans cette même logique pour les ayants droit, les délais de dépôt des dossiers seront prolongés. Pour prendre en compte la probable hausse de demandes d'indemnisation, les moyens humains et financiers du CIVEN seront renforcés. Et les délais, là aussi, prolongés. Après, je le dis clairement, on ne peut pas tout prendre en charge de manière indifférenciée. Et je ne serai pas sérieux, responsable à vous dire, toutes les maladies qui apparaissent seraient prises en charge sans qu'il y ait un examen. Simplement, les conditions sont élargies. Les victimes et les ayants droit, nous irons les chercher et nous accompagnerons. Mais je vous le dis aussi en toute sincérité, ceux qui vous expliquent que nous pourrions prendre en charge la totalité de toutes les formes de pathologies qu'il y a aujourd'hui vous mentent ou en quelque sorte, entretiennent une forme de culture de l'irresponsabilité et de la démagogie. Ce n'est pas la mienne. Parce que je veux qu'on en finisse avec le pacte du mensonge pendant des décennies, parce qu'on n'a pas dit. D'abord parce qu'on a fait les essais. Ensuite parce qu'on n'a pas dit : « On a payé ». C'est ça ce qui s'est passé, mais on n'a pas toujours payé les victimes. On a payé des tas de choses, parfois des tas de gens. On n'a pas payé les gens qui étaient victimes. Donc moi, l'argent dont je parle, c'est l'argent du contribuable. L'argent du contribuable, c'est le nôtre à tous. Parfois, pour certains, même compte tenu des spécificités, c'est l'argent du contribuable hexagonal dont je parle. Mais j'assume cette solidarité compte tenu de notre histoire. C'est un devoir parce qu'il y a une dette. Mais je ne

veux pas qu'elle soit le prétexte à toutes les démagogies parce que là, ce serait un mensonge et on redéséquilibrerait la balance, ça ne marche pas. Je crois à la vérité, à la transparence, à la responsabilité.

Je souhaite aussi, au-delà de ces indemnisations, que les communes soient aidées à conduire à bien les contrats de redynamisation des sites de la défense initiés en 2008. Ils seront prolongés. Et cher président, l'Etat prendra à sa charge les coûts exceptionnels de dépollution, les crédits non engagés seront redéployés sur la dynamisation économique. Mais parce que c'est juste, parce que c'est juste. Le ministre des Outre-mer s'assurera que ces actions sont mises en œuvre dans les plus brefs délais pour qu'avant la fin du quinquennat, les premières actions soient réalisées. Voilà sur cette page de doute ce que je voulais vous dire. Il faut du temps et je sais que pour certaines et certains, il faudra encore du temps. Faites-moi confiance ! Faites-moi confiance comme je vous fais confiance. Je vous dis tout ce que je sais, devant vous, j'assume et je reconnais. Je voudrais qu'ensemble, nous arrivions à écartier ces nuages et cette part d'ombre. Parce qu'ensemble, nous avons une nouvelle page à écrire, faite d'ambition et d'avenir.

Parce que oui, je veux conclure mon propos ainsi, nous avons une page d'ambitions d'avenir à écrire ici dans le Pacifique, avec une stratégie indo-pacifique à laquelle je crois et où la Polynésie française a un rôle essentiel à jouer. Les Polynésiens, les Calédoniens, les Wallisiens et les Futuniens ont une part essentielle dans ce destin. Les Réunionnais et les Mahorais aussi. La France est une puissance indo-pacifique. Et trop longtemps, on a regardé nos Outre-mer dans un face-à-face en ne voyant pas la chance inouïe d'être au cœur d'une des zones où le monde se fait. Il y a 10 ans, un président américain a dit : « Je serai un président pacifique au sens géographique du terme ». Oui, ici se joue tant de défis de l'humanité. Le défi géopolitique, car ici en Pacifique, se joue la confrontation entre les deux grandes puissances mondiales. Vous êtes au cœur, au cœur de guerres, de pressions d'influences qui iront croissantes. Être Français ici, dans ce contexte, est une chance, une chance ! Car nous avons un projet indo-pacifique. Cette stratégie, je l'ai exposée au printemps 2018. C'est une stratégie de liberté, d'avenir, de développement durable. C'est une stratégie bleue. C'est une stratégie de développement économique, numérique. C'est une stratégie préservant la biodiversité et c'est une stratégie préservant la souveraineté de chacun dans le Pacifique. Pour cette stratégie, nous avons des alliés, des partenaires. L'Australie, partenaire essentiel, la Nouvelle-Zélande, l'Inde, le Japon et nous avons bâti des partenariats inédits ces dernières années avec chacun d'entre eux, inédits. Et je salue ici chacun de leurs dirigeants qui sont des amis, des alliés de la France et qui aiment la Polynésie française et travaillent au quotidien avec vous. Merci à eux qui nous écoutent aussi.

Mais je vous le dis très clairement, dans les temps qui s'ouvrent, malheur aux petits, malheur aux isolés, malheur à celles et ceux qui vont subir les influences, les incursions de puissances hégémoniques qui viendront chercher leur poisson, leurs technologies, leurs ressources économiques. Et je vous le dis avec clarté : « Ici, c'est la Polynésie ! Mais ici, c'est la France ! » Et vous serez protégés. Alors, je vous le dis avec la même clarté, je vois parfois des projets, oserais-je dire exotiques, aventureux, aux financements incertains, aux créations d'emplois improbables avec d'étranges investisseurs ? Méfiez-vous ! Ce n'est pas une bonne idée. Je crois... Moi, je regarde ce qui s'est passé dans la région, au Vanuatu et ailleurs. Le chant des sirènes, il est d'abord méditerranéen, Ulysse en a été victime. Il se peut qu'il soit aussi pacifique et océanien. Attachons-nous au mât, et tenons-nous. Mes amis, cette stratégie indo-pacifique, elle aura la Polynésie française au cœur pour vous protéger, protéger vos pêcheurs, protéger vos intérêts économiques, protéger nos câbles, protéger nos satellites, protéger notre souveraineté face aux incursions. Elle sera là pour protéger nos partenariats choisis et jamais subis. Elle sera là pour protéger notre biodiversité, pour promouvoir notre modèle de pêche à la ligne sélective face au modèle de pêche en prédation partout dans le reste de la région. Elle sera là pour protéger nos aires marines, pour les classer, pour porter notre modèle de biodiversité qui est une fierté polynésienne. Vous nous avez appris à classer les aires marines, à éduquer les enfants, à porter cette culture. C'est pourquoi je veux que vous soyez au cœur du Congrès mondial de la nature, en septembre à Marseille avec fierté.

Cette stratégie indo-pacifique, c'est celle aussi qui protège les populations avec les abris que nous avons mis en place. 50 millions d'investissement ensemble avec le président pour 17 abris qui protègent face aux cyclones, aux événements. Maintenant, tout de suite pour les Polynésiens ! Cette stratégie indo-pacifique, c'est celle de la transition énergétique, celle qui va permettre ici de faire du renouvelable, d'émettre moins grâce, je vous l'annonce à un fonds d'investissement pour les énergies renouvelables de 60 millions d'euros que nous allons doter entre 2023 et 2026 pour permettre, aux côtés du Pays, les projets, le développement. Cette stratégie indo-pacifique, elle est économique, elle est énergétique, elle est climatique, environnementale, politique et vous êtes au cœur de celle-ci. Elle est militaire et elle est de rayonnement. Voilà mes amis, notre avenir. Voilà cette nouvelle page. Voilà ce qui créera des emplois pour la jeunesse, de la fierté pour chacun, de la puissance dans la région et de la sécurité pour tous. C'est cette nouvelle page qui nous rendra fiers ensemble, fiers d'être Polynésiens et Français. C'est celle par laquelle nous allons déployer aussi des réseaux de garde-côtes avec nos partenaires de la région. Une diplomatie sur le terrain aux côtés du Haut-commissaire et du président. Cette stratégie indo-pacifique, elle est enfin sportive. Car ici, comme vous l'avez compris, j'ai choisi que les JO de 2024 seraient aussi Polynésiens. Et donc quand le monde entier regardera la vague, il nous regardera ici.

Voilà les amis ce que je voulais vous dire ce soir, après ces jours passés parmi vous, cette fierté commune, cette lucidité ensemble, cet esprit de vérité, de transparence et cette ambition surtout à porter pour l'avenir.

cette lucidité ensemble, cet esprit de vérité, de transparence et cette ambition surtout à porter pour l'avenir.
Vous m'avez touché au cœur. J'ai d'immenses ambitions pour notre pays, dans toute la région avec vous, pour vous. Et je voudrais que chacun de nos compatriotes, à des milliers de kilomètres d'ici, soient aussi fiers que moi de cette part de France. La Polynésie française est au bout du monde et on la mesure de manière presque existentielle, intime, quand on est sur vos rivages. On est au bout du monde. On cesse alors de se désirer ailleurs et le temps s'est arrêté. Et cette part de France du bout du monde est au cœur de la France. Ia ora porinetia, ia ora te hau repupirita, ia ora farani. Vive la Polynésie française ! Vive la République ! Vive la France !